



Club des Vigilants
Apprivoisons l'avenir



Vigilances spécial gilets jaunes Décembre 2018

Sommaire

Edito : Gilets jaunes et démocratie	2
Révolte ou révolution ?	3
Une crise qui touche aux institutions	3
Emmanuel Macron, Louis XVI de 2018 ?	4
Macron, le bouc émissaire ?	5
A lire aussi sur Emmanuel Macron	6
De la violence en démocratie.....	8
À lire également une sélection de réflexions intéressantes pour éclairer la crise des gilets jaunes	9
L'avenir de la démocratie	12
« Ordre et progrès » contre démocratie libérale	12
Commentaire	15
Too big to do business	16
Le modèle chinois, précurseur de la société du futur ?.....	17
Commentaires	18
Commémorer à l'heure des réseaux sociaux.....	19
Commentaire	21

Edito : Gilets jaunes et démocratie

« Cette crise met en péril la démocratie ». Cette inquiétude s'est exprimée à de multiples reprises pendant la révolte d'une partie importante des Français déclenchée par l'augmentation des taxes sur les carburants. Qu'en est-il ?

Ce mouvement est peut-être une demande de démocratie différente. Il mettrait en péril la vieille démocratie au profit d'une démocratie à venir. Au sens où Alain de Vulpian, membre fondateur du club, écrit dans son dernier livre que les citoyens sont en avance sur les politiques (Eloge de la métamorphose, Editions Saint-Simon, 2017). On verra s'il en reste quelque chose. Les gilets jaunes ont facilement organisé des solidarités locales ou virtuelles mais se sont heurtés à une évidente difficulté d'organisation de revendications contradictoires et surtout de structuration, symbolisée par les hésitations de divers « représentants » à aller voir le Premier ministre.

Quelle responsabilité des politiques ? Le pouvoir se heurte dans cette crise aux conséquences d'une politique trop présidentielle, trop étatiste, qui a systématiquement marginalisé les corps intermédiaires : syndicats, élus locaux et partis. Ce qui renvoie à la difficulté précédente : comment canaliser des mouvements informels ?

La responsabilité d'une partie de l'opposition est tout simplement d'avoir légitimé d'avance toute révolte et d'avoir miné le fonctionnement de la démocratie existante en répétant inlassablement aux Français que le président élu par une majorité des votes exprimés n'est pas légitime par ce que seuls 24% des votants, voire 18% des inscrits, ont voté pour lui au premier tour.

Reste la question de la violence, à laquelle il faut rester très attentif. On a frôlé le pire dans la rue, notamment les samedis 1^{er} et 8 décembre. Remercions la police, la gendarmerie et leurs dirigeants qui ont réussi à contenir les émeutes sans faire de mort. On a aussi frôlé le pire – et on s'y est trop peu arrêté – quand des élus ont été menacés à leur domicile ou des candidats représentants des gilets jaunes dissuadés par des menaces. Signe inquiétant.

Le bureau du club. Anne Beaufumé, Philippe Bois, Bernard Bougel, Pascale Carle, Jean-Claude Hazera

Révolte ou révolution ?

Une crise qui touche aux institutions



Sitôt le discours présidentiel terminé, lundi 10 décembre, les chaînes nationales ont donné l'antenne aux ronds-points où la tonalité fut plutôt défiante. Nous reçûmes donc immédiatement le verdict des gilets jaunes interrogés qui, par ailleurs, rappelaient qu'ils ne représentaient qu'eux-mêmes. Que les médias aient renoncé à leur médiation peut être vu comme le point d'aboutissement **d'une désintermédiation de la vie politique que les études d'opinion, qui donnaient aux politiques et aux médias les pires scores de confiance, annonçaient depuis longtemps**. Conscient du problème, Emmanuel Macron s'est raccroché dans son discours au pouvoir communal, intermédiaire immémorial de la culture politique française qui sut tour à tour défendre les libertés locales contre la monarchie absolue, être le creuset de la représentation nationale et préserver les localités chères aux yeux des Français. Sera-ce assez dans un pays qui n'a jamais brillé par sa confiance dans la représentation, contrairement à ses amis anglo-saxons qui la sacralisent ?

Souvent cité, le Sénat est dans le viseur des contestataires. Le profil bas et mesuré qu'il adopte en toute circonstance n'a pas suffi à masquer une certaine incongruité : l'assemblée des territoires a présidé à leur déliquescence et à la déréluction qui en résulte ; ce fut le thème récurrent des deux dernières campagnes présidentielles et l'objet de convoitise de tous les populismes, nul ne pouvait l'ignorer. L'Assemblée ne semble intéresser personne et l'exécutif est enjoint de se soumettre ou de se démettre. **Difficile de ne pas**

voir que la crise actuelle touche aux institutions, ce qui sur une échelle d'intensité la positionne aux premiers rangs.

Le message, quoique diffus et non structuré, que les gilets jaunes adressent à propos des institutions ressemblent à celui de toutes les révolutions : **la nation existe en dehors des institutions**, elle existe aujourd'hui en dehors de l'Etat, elle existait hier en dehors du Roi. **Une sortie de crise durable impliquera un autre partage du pouvoir**, le reste risque de s'avérer de courte durée. Le Roi avait échoué à prendre la société par la main pour lui faire franchir le cap de la modernité politique à l'âge de l'industrie naissante ; pour les Gilets jaunes l'Etat, perclus de dettes et de certitudes, n'offre plus ni le progrès, ni la régulation, ni la protection qu'ils attendent dans un monde en bouleversement.

Le président a déclaré qu'il voulait bâtir le socle d'un nouveau contrat pour la nation avec les maires de France. C'est en fait l'ensemble des forces vives - à commencer par les think tanks- qui doivent y participer. Quand il va à son terme un processus des doléances est vertueux : à la liste rapide des réclamations succèdent des projets et des propositions d'amélioration. Notre responsabilité de Vigilants nous engage à en faire partie.

Philippe Bois, Président du Club des Vigilants

Emmanuel Macron, Louis XVI de 2018 ?



Certes, son calendrier de mesures a été un peu à contretemps. Il s'est empressé de supprimer l'ISF, alors que les mesures « sociales » comme la suppression de la taxe d'habitation vont s'étaler sur plusieurs années.

Certes, il s'est montré blessant lorsqu'il a parlé des « Gaulois réfractaires », de « ceux qui ne sont rien » et autres saillies tout aussi maladroites.

On ne hait pas pour ça.

Je crois qu'Emmanuel Macron, tel Louis XVI en son temps, paye surtout le désamour croissant des citoyens de ce pays pour leur système politique, et, peut-être même, pour leur démocratie. Et ce n'est pas nouveau. Cela fait des décennies que les taux d'abstention croissent régulièrement et que les observateurs (politologues, philosophes) tirent la sonnette d'alarme.

Il arrive que ce désamour tourne à la haine.

Le président l'a bien compris qui a parlé, à la fin de son discours du 10 décembre, de renouer avec « notre projet collectif », mêlant dans ces termes « les questions qui touchent à la représentation », « l'équilibre de notre fiscalité », « l'organisation de l'Etat et la manière dont il est gouverné et administré », sans oublier la sulfureuse « identité profonde » (nationale?).

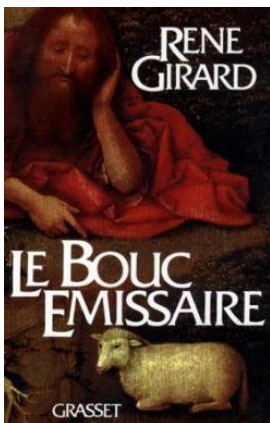
Serait-ce l'amorce d'un bienvenu changement de logiciel ? Voire celle du « nouveau monde » qu'il nous avait promis et qui tarde à venir ?

Il serait temps d'y réfléchir et de s'y mettre tous ensemble. Les idées ne manquent pas et la civic tech bruisse déjà depuis longtemps de propositions à prendre en considération.

Faute de quoi, à sa question de savoir s'il s'agit d'une révolte, notre Louis XVI des temps modernes pourrait bien s'entendre répondre par un La Rochefoucauld de passage : « non sire, c'est une révolution ».

Bernard Bougel

Macron, le bouc émissaire ?



Pour comprendre la crise des *gilets jaunes*, le plus utile ne serait-il pas de relire « *Le bouc émissaire* », de René Girard ?

Pour échapper à la contagion de la violence et à l'autodestruction, nous dit le philosophe, les sociétés recherchent une victime expiatoire, un bouc émissaire qui sera injustement sacrifié. Le tous contre un neutralise la violence et parvient à rétablir la concorde au moins un temps.

La victime choisie doit être assez loin du groupe, à la fois différente (c'est un bouc) et semblable (il est parmi nous). Elle présente souvent des qualités extrêmes, richesse ou beauté. Elle est innocente, comme Œdipe l'était de l'épidémie de peste à Thèbes.

Emmanuel Macron n'est-il pas en train de devenir le bouc-émissaire désigné par une majorité de citoyens français ? Il est beau, intelligent, doué et considéré comme un héritier riche. Qui d'autre pourrait occuper la place du bouc-émissaire, puisqu'il incarne le pouvoir, à la fois lointain et proche ?

Là, intervient le concept jumeau de René Girard, *le désir mimétique : l'homme désire ce que possède l'autre, même si c'est un bien ou un service dont il n'a pas vraiment besoin*. Sur les Champs Elysées, qui ne sont pas un lieu de manifestation neutre et qui symbolisent un luxe et une richesse inatteignable pour un *gilet jaune*, le désir mimétique est présent, au moins inconsciemment, et se mue en violence. Des manifestants s'adressent aux clients sur le point de se payer un déjeuner pour 200 euros (c'est le chiffre cité par Gérald Darmanin) : « *profitez-en, c'est peut-être le dernier* »... Et l'une des revendications, plus que l'abolition des taxes pétrolières, est le rétablissement de l'ISF. Faute d'être riche, vengeons-nous sur les riches et celui qui les représente, le président de la République.

On peut introduire **un troisième facteur, c'est la détestation du « bouc-émissaire »** par un grand nombre de citoyens. Les raisons de cette inimitié à l'égard d'un jeune président, qui séduisait les foules il y a encore quelques mois, sont difficiles à saisir. Certes sa base électorale chez *les gilets jaunes* était limitée, plus d'un tiers d'abstentionnistes chez les jeunes et les personnes à faible revenu. Certes, il y a la collection de petites phrases, qui ont été interprétées comme de l'arrogance. Certes sa rigidité a été extrême (De Gaulle lui-même avait capitulé devant les mineurs en 1963). Cependant, la violence d'une partie des Français à son égard surprend. Remonte une formule ancienne : l'ex-banquier serait l'ennemi de classe. (...) **Pour que la théorie de René Girard fonctionne, il faudrait que la victime soit consentante, plus ou moins. Ce n'est pas le cas. (...)**

Pierre-Yves Cossé

Version intégrale sur le site clubdesvigilants.com **ICI**

A lire aussi sur Emmanuel Macron



Il y a quelques mois Olivier Haertig avait lu pour les Vigilants, « **Macron par Ricœur** », de **Pierre -Olivier Monteil, philosophe, chercheur au Fonds Ricœur**. Voici quelques extraits de cette note qui permettent de se faire un avis sur la capacité à « corriger le tir » du Président.

Pour Monteil, Macron est réellement et fortement inspiré par la pensée de Paul Ricœur (...)

Ricœur avait l'obsession du réel et en appelait à une pratique politique et à une éthique du politique pour le transformer (...). C'est l'origine du « en même temps ». Le propre du paradoxe est de ne pas pouvoir être dépassé en théorie, mais seulement en pratique. Il faut être attentif à la contingence des situations et cultiver la disponibilité à l'événement. Et non pas décider à partir de convictions ou d'idéologies tous faites qui dénie la complexité des problématiques. Il faut accepter l'imperfection du geste, de la décision. La délibération politique ne sera fructueuse que si elle vise, non la solution parfaite, mais la moins mauvaise à un moment donné. (...)

Ce pragmatisme de l'imperfection nécessite une éthique du politique, des règles d'exercice de la fonction politique claires et partagées. (...) Rétablir l'axe vertical de la fonction politique, incarné par le président de la République. Cette verticalité permet d'articuler le long terme (domaine du chef de l'Etat) et le court terme (domaine du chef du gouvernement), le global et le local. C'est aussi la condition pour les gouvernants pour « ne pas laisser dicter leurs décisions par la tyrannie des événements » ou la parole médiatique(...)

L'éthique politique est impuissante si elle ne se fonde pas sur une éthique personnelle des citoyens. (...) La visée du politique est de renforcer la capabilité des citoyens et d'abattre les barrières (culturelles, économiques, sociales) qui les empêcheraient de les exercer et donc de les assumer. (...)

Version intégrale sur le site clubdesvigilants.com **ICI**

De la violence en démocratie



Le ministre de l'Intérieur qui a eu à gérer les manifestations de gilets jaunes, Christophe Castaner, n'a heureusement aucun état d'âme sur un point capital : l'Etat détient « *le monopole de la violence légitime* »,

concept développé par le sociologue Max Weber. Il avait d'autant moins de raison d'en avoir que les gilets jaunes n'étaient pas assez organisés pour mettre en place un « service d'ordre ». Il y a eu de multiples appels au calme, mais la police et la gendarmerie étaient seuls responsables du maintien de l'ordre. **On ne l'a pas entendu dire comme son prédécesseur Gérard Collomb : « Si on veut garder le droit de manifester (...) il faut que les participants puissent s'opposer aux casseurs et ne pas, par leur passivité, être d'un certain point de vue complices de ce qui se passe »** (BFM, le 26 mai).

Les manifestants « bon enfant » et pacifique ne sont bien évidemment pas en mesure de contenir les autres. On aurait donc des violents s'opposant aux casseurs. Avec quel effet à long terme ?

Deux cas d'école : l'Italie de Mussolini et l'Allemagne d'Hitler.

En Italie, l'Etat de droit, l'armée et la police ont été d'une grande faiblesse pendant les quatre années d'après-guerre qui ont précédé l'arrivée au pouvoir de Mussolini, en octobre 1922. Les troupes en uniforme de Mussolini, les célèbres « chemises noires », se sont peu à peu imposées dans la rue, exerçant une violence extrême qui aurait dû dresser le pays contre elles. Certains, socialistes, syndicalistes, ont tenté de leur résister, ce qui n'a fait qu'accroître l'impression de désordre. Les fascistes étaient violents, mais ils semblaient représenter un ordre. À la fin les Italiens ont voté de plus en plus fasciste et le roi a appelé Mussolini au pouvoir.

Dans l'Allemagne de Weimar, entre 1918 et 1933, la violence a été omniprésente. Elle venait de tous les camps et notamment de la gauche révolutionnaire au début. Même dans les dernières années,

celle de l'ascension électorale très rapide des nazis, la rue n'était pas abandonnée aux SA de Hitler, contrairement à l'image qu'en donne souvent le cinéma ou la télévision. De vraies batailles rangées opposaient notamment la Reichsbanner, sorte de milice démocratique, aux nazis. Résultat : impression de désordre accrue. Le plus violent, le plus déterminé, le plus facho l'emporta.

A la fin de ce genre de processus ce sont toujours les plus violents, les plus autoritaires et les plus fachos qui emportent la mise sur le plan politique.

Jean-Claude Hazera

Jean-Claude Hazera vient de publier aux éditions Odile Jacob *Comment meurent les démocraties*, un livre sur l'histoire de l'entre-deux-guerres dont il tire des leçons pour aujourd'hui. Critiques [de Daniel Fortin dans Les Echos](#) et [de Laurent Joffrin dans Libération](#) en suivant les liens.

À lire également une sélection de réflexions intéressantes pour éclairer la crise des gilets jaunes

* Dans le Figaro du 22 novembre **une remarquable analyse de l'historien Pierre Vermeren sur Bordeaux où la révolte des gilets jaunes a été particulièrement rude.** ([lien ici](#))



La renaissance et l'attractivité de Bordeaux ont fait exploser les prix de l'immobilier et éjecté une grande partie de la population qui travaille à Bordeaux mais réside à des dizaines de kilomètres du centre.

* Dans les Echos du 5 décembre **un entretien avec Danielle Tartakowsky, historienne des mouvements sociaux.** ([lien ici](#)). Citation : « C'est peut-être le premier mouvement social du nouvel âge global, défini par Saskia Sassen. Cet âge où les Etats ont volontairement délégué certains de leurs pouvoirs à l'Union européenne ou à des agences administratives indépendantes, éloignant d'autant la décision du citoyen. Et quand les citoyens ont l'impression de ne plus avoir de prise, ils mordent. »

* Sur le site de France stratégie [le rapport "Expertise et démocratie. Faire avec la défiance"](#). Avant les grands débats promis par le Président et le

gouvernement il faut avoir conscience que la défiance à l'égard des experts vaut celle qui affecte les politiques et les médias. Une des (bonnes) raisons évoquées dans le rapport : l'élévation du niveau d'éducation de la population. Une proposition intéressante : insti-



tuer un « Défenseur du droit d'accès à l'expertise » que les citoyens pourraient saisir et qui se ferait l'écho de leurs questions et de leurs doutes sur les « paroles d'experts ». Notation

people : Oui, l'auteur, Daniel Agacinski, est bien, d'après Wikipedia, le fils de Sylviane Agacinski et de Lionel Jospin.

* Sur The conversation une analyse d'Olivier Costa, Sciences-Po Bordeaux et CNRS : [suivre le lien](#). Intéressant, notamment, sur l'effet réseaux sociaux et l'empire des émotions.

* Sur Slate, un [un article](#) du journaliste Gérard Horny qui analyse les chiffres, constate que le coût d'un plein a déjà été aussi haut et que le pouvoir d'achat n'était pas mal orienté. En revanche la France atteint bien, globalement, un record de prélèvements obligatoires. Laisant les chiffres, il termine sur une idée tout aussi importante : de nombreux Français se rendent compte qu'ils se sont fait piéger par le rêve du pavillon loin des villes assorti de longs trajets en voiture.



* Sur We demain une intéressante [interview](#) de Boris Cyrulnik, pas très rassurante car il insiste, comme Olivier Costa, sur le côté très émotionnel de cette révolte. **Citations** : « Attention, l'émotion non structurée, non programmée peut déclencher une épidémie (...) Actuellement, la contagion émotionnelle prend une ampleur formidable à cause de notre technologie(...) Avec le mouvement des Gilets jaunes, nous sommes au début non pas de la résilience mais du fracas (...) Les sociétés évoluent aussi par catastrophe (...) Si nous étions ration-

nels, il y aurait des syndicats valorisés, qui permettent, là où il y a conflits, de se disputer, de discuter, avec qui on peut se mettre autour d'une table, passer des ententes plus ou moins bonne, et recommencer de façon argumentée autant de fois que nécessaire. Ce n'est pas le cas. (...) Je crains que bientôt on espère le sauveur, l'homme providentiel pour lequel on va voter afin qu'il rétablisse l'ordre. »

* Sur www.mouvancehappymorphose.com, un texte exprime le « besoin urgent de catalyseurs de l'action publique ». Ecrit par un groupe de chercheurs réuni autour de Alain de Vulpian, il souligne la justesse des analyses issues du chapitre 12 de son livre **ELOGE DE LA METAMORPHOSE**. (« Notre démocratie tarde à entrer dans le jeu de la société des gens »)

Nous avons un besoin urgent de « catalyseurs de l'action publique » dans des situations d'extrême complexité, poursuit ce texte. Ce serait des socioperceptifs aigus qui sentiraient les principales dynamiques de la métamorphose en cours. Ils seraient à l'origine de « collectifs hybrides » où pourraient se retrouver des agents socioperceptifs qui viendraient des pouvoirs publics, corps intermédiaires, syndicats, associations... Peuvent-ils jouer leur rôle d'auto-organiseurs naturels dans un système complexe ?

La métamorphose c'est aussi transformer les crises même graves en opportunités. C'est la chenille qui devient papillon. Que vont faire les « cellules imaginaires » socioperceptives, créatrices ? Ce mouvement, aujourd'hui récupéré par des extrémismes politiques, peut-il être, aurait-il pu être pour Emmanuel Macron une chance lui permettant de délaissé les expertises technocratiques et recoller à la réalité quotidienne en étant plus à l'écoute de la société des gens ?

L'avenir de la démocratie

Au-delà de la crise et avant la crise, quelques textes publiés récemment par des Vigilants.

« Ordre et progrès » contre démocratie libérale



Et maintenant le Brésil ! *Le Monde* peut titrer d'un magnifique oxymore sans choquer : « Election présidentielle au Brésil, la démocratie menacée » : oui, c'est le désir des peuples, sanctifié par l'élection, qui met à bas le libéralisme politique. Ebahis, nous découvrons que la version libérale de la démocratie n'est pas le Graal de tout le monde ou qu'il ne l'est plus. **La fin de l'histoire n'a pas eu lieu**, la prophétie de Fukuyama a vécu ce que vivent les prophéties l'espace, non pas d'un matin, mais d'une génération.

Au-delà du Brésil, la défiance des non-Occidentaux — les trois quarts de l'humanité — est générale. Beaucoup ont endossé les habits du libéralisme économique qu'ils ont savamment découplés de son versant politique. Claude Meyer nous l'a dit à propos de la Chine : il n'y a là, comme ailleurs, aucune attraction pour notre libéralisme politique. **Il y a même une certaine fierté à être dégagé de la fébrilité électorale et du court-termisme qui l'accompagne**, dont le Brexit sera l'exemple canonique. S'affirme au contraire l'idée qu'une contrainte forte de l'Etat, si besoin coercitive, garantit la réalisation des objectifs à long terme, y compris l'élévation du niveau de vie, d'éducation et de soins. **Tous paraissent consentir à la devise d'Auguste Comte qui orne le drapeau brésilien : « Ordre et progrès », dont le sens n'était pas vraiment libéral.** Comte qui rêvait de soumettre la société à la science l'exprimait : « le progrès est le développement de l'ordre ».

Cette défiance — qui grandit aussi à domicile — pose aux Occidentaux une question abyssale : **avons-nous réussi à concilier désordre et**

progrès ? L'antonyme « désordre » renvoie ici au système du libéralisme politique où autocontrainte, autorégulation ou laisser-faire sont des mots clés. **Un petit tour de nos performances n'incite guère à la confiance.**

Puisque nous sommes sous le coup du dernier « dernier » rapport du GIEC, commençons par **l'écologie** où nous ne faisons pas pire mais certainement pas mieux. Le libéralisme économique qui alimente le pattern consumériste planétaire se nourrit, partout, d'une consommation délétère des ressources, nul besoin ici de blâmer les Occidentaux. Mais **notre libéralisme politique qui sacralise le droit des individus et des lobbys empêche une réaction à la hauteur des enjeux.** L'offensive climato-sceptique -mais business dogmatique- a réussi au-delà de ses espérances.

Performance sociale et politique ? Pauvreté endémique de 15% de la population, à commencer par des enfants. Déliquescence sanitaire aux Etats-Unis où l'espérance de vie à la naissance baisse pour une partie significative de la population ; fait dont il faut mesurer la gravité tant l'indicateur reflète une tendance lourde, multifactorielle et lente à inverser. **Culture politique minée par l'hystérie, la polarisation des valeurs et des intérêts, l'obsession du court terme et la bien-pensance.** Peu de chance de se rattraper avec la moralité quand on réalise à quel point les pratiques de harcèlement en tout genre sont enkystées dans le système de production. Pour ne rien dire de la corruption dont on oublie un peu facilement qu'elle n'est pas que chez les autres.

Et la finance ? Avec le recul, l'épisode tragi-comique de la crise financière de 2007-2008, où l'empilement des avidités de court terme effondra d'un coup les valeurs financières et notre crédibilité, apparaît comme un point d'inflexion, **une sorte de guerre mondiale par l'ampleur des destructions de richesses et de la redistribution de puissance qu'elle a provoquées.** Les institutions tempérées de nos démocraties agissent au prix d'un renoncement mortel. Elles *ne pouvaient pas* régler la crise et la médecine d'urgence fut confiée à une institution non, ou disons, post-démocratique : les banques centrales. Sans surprise, les conséquences ne flattent pas la démocratie : un endettement qui empêche tout projet politique sérieux et

des effets de richesse dont l'enflure n'a d'égal que l'inanité de notre projet collectif (quel intérêt d'avoir 1000 milliards d'euros stockés dans de la plus-value immobilière ?).

Leadership ? Les Etats-Unis du président Trump font preuve d'une certaine clairvoyance en recourant au *hard power* et à la coercition. Ils reconnaissent qu'ils sont arrivés à un point où leur *soft power* est inefficace. Il ne suffisait pas d'exporter des films grand public comme le pensait J. Nye, son théoricien ; il fallait prouver, dans les faits, la supériorité du libéralisme politique pour le plus grand nombre.

La démocratie libérale patiemment construite depuis les 17^e et 18^e siècles est bien plus que le théâtre électoral que l'on tolère mais que personne n'admire. La profondeur démocratique repose sur des codes de retenue et de tempérance profondément acculturés, des institutions, des contre-pouvoirs, etc. **Les contre-performances évoquées sont systémiques, elles touchent les institutions dans leur ensemble. Les couches profondes de la construction démocratique sont atteintes.** Ce qui nous distingue encore est le respect des droits fondamentaux qui évite de se faire découper en morceaux au fin fond d'un consulat, mais la lucidité exige de reconnaître que les institutions forgées pour l'âge industriel, dans le cadre national, ont été déclassées par la loi de Moore et le capitalisme financier. De vieillissantes elles sont devenues conservatrices et, de là, inefficaces.

Il y a quelque chose de déplaisant à constater la **gravité de notre impasse historique** mais sans doute est-ce salutaire. L'effort que nous devons accomplir est de la nature et de l'ampleur de la Réforme qui au 16^e siècle fit le *reset* du logiciel de ce qui était alors l'économie-monde : la chrétienté. On peut filer la métaphore en quatre points :

- les élites doivent se livrer à une profonde introspection et renouveler les valeurs qui les inspirent,
- il faut favoriser les conséquences de la révolution technologique sur la distribution du pouvoir, comme l'imprimerie au temps de la Réforme,

- il faut rebâtir un clivage politique dynamique (conservatisme/ progressisme) autour du capitalisme financier, c'est la théocratie de notre époque,
- dans toute réforme il y a un schisme et celui-là sera avec les Etats-Unis. Il ne s'agit pas de rompre avec la brillante société américaine mais de mettre fin à la dépendance fonctionnelle dont la matrice est le gouvernement fédéral et l'industrie financière et dont les choix, auxquels nous avons consentis, ne sont plus acceptables. Comme Rome, le pouvoir fédéral américain a ses indulgences, l'une s'appelle *privilège monétaire*. Y mettre fin ferait trembler la terre aussi sûrement que les 95 thèses placardées à la porte de l'Eglise de Wittenberg.

Dans son *Introduction à la philosophie politique* Aron dit ceci : « je crois de plus en plus que le problème fondamental de toutes les sociétés est le problème qu'Auguste Comte avait admirablement vu, c'est-à-dire **le problème du rapport entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel**. Une société suppose toujours une part de violence exercée sur les individus et une part de conviction communiquée aux individus. On ne peut pas gouverner les hommes sinon, d'une part, en les convainquant que l'ordre existant est bon, le seul possible, qu'il faut l'accepter, et, d'autre part, en laissant une certaine part à la force dans les interstices de la conviction ».

Nous comprendrons et agirons correctement si nous faisons place à cette analyse : **les problèmes du temps sont hors de portée du pouvoir temporel, l'enjeu est désormais est de lui adjoindre du *spirituel* sans succomber à une réaction qui nierait la beauté et l'architecture des sociétés libérales : le pluralisme.**

Philippe Bois

Commentaire

Je comprends le propos, l'inquiétude, la colère. Je comprends qu'on ne veuille pas préjuger de ce que seraient de meilleurs systèmes. Il faut cependant avoir conscience que ces doutes, pleins de points de suspension sont pain béni pour les marchands d'idées simples dont les certitudes on réponse à toutes les inquiétudes vagues : Mussolini hier, Salvini aujourd'hui.

Jean-Claude Hazera

Too big to do business



Dans un article récent de Variances.eu j'ai décrit comment l'équilibre entre le pouvoir des plus grandes entreprises et celui de la collectivité s'était rompu au cours des 40 dernières années.

Des entreprises mastodontes infiniment puissantes et efficaces échappent au contrôle collectif. Comme leur poids s'accroît sans cesse et que leur impunité mine les pouvoirs démocratiques, ce déséquilibre va s'accroître. **De plus en plus, la maîtrise de grandes menaces de notre époque va dépendre de choix faits sans contrôle au sein de ces entreprises :** réchauffement climatique, disparition de la vie privée, empoisonnement de la nourriture, de l'air ou de l'eau, risque nucléaire, addictions, rémunérations excessives...

Alourdir encore les réglementations pour traquer des risques cachés ne servirait à rien : ces entreprises sont tellement complexes que leurs dirigeants eux-mêmes ne savent pas bien ce qu'elles font, encore moins les conséquences de ce qu'elles font. **Changer les dirigeants ne servirait à rien non plus. Ces géants mondiaux concentrent simplement trop de pouvoir pour des collectivités démocratiques et la seule solution est de fixer un maximum à leur taille.**

Je suggère de raisonner sur la valeur de l'entreprise (sa capitalisation, simple et moins manipulable que le chiffre d'affaire) et de fixer un seuil gigantesque : 300 milliards concernerait 12 entreprises, 500 milliards 6 seulement (Google, Microsoft, Amazon, Facebook, Apple et Tencent). **L'important est moins le nombre d'entreprises concernées que le message : la concentration d'un pouvoir économique démesuré est dangereuse pour la démocratie, et la course à la taille doit cesser d'être la seule règle du jeu dans les états démocratiques.**

L'Amérique a créé la première loi anti-trust. L'Europe peut créer la première loi anti-mastodonte en appliquant aux entreprises présentes sur son territoire et violant le seuil fixé une sanction fiscale

restreignant leur accès au marché européen. Cela à compter d'une date suffisamment lointaine pour laisser le temps aux actionnaires de « créer de la valeur » par des scissions intelligentes qui laisseront aux consommateurs l'accès aux services concernés.

Cette loi protectrice réunirait les opinions européennes : la démocratie y gagne, mais aussi la concurrence et l'innovation économique.

L'Europe retrouverait ainsi l'esprit pionnier de la première loi anti-trust de 1890, dont le promoteur, John Sherman expliquait : « *Si nous refusons qu'un roi gouverne notre pays, nous ne pouvons accepter qu'un roi gouverne notre production, nos transports ou la vente de nos produits* ». Cette évidence politique n'a pas pris une ride.

Jérôme Cazes, dirigeant d'entreprise

Le modèle chinois, précurseur de la société du futur ?



Un certain nombre de Français sont choqués d'apprendre que la Chine met en place un système de "crédit social". Chaque citoyen dispose d'un capital initial de points qui peut s'éroder ou augmenter suivant le comportement constaté de l'individu dans la société.

En France, nous avons le **blocage de la carte bancaire** si les dépenses excèdent la provision disponible et le **retrait de points du permis de conduire** en cas d'infractions au code de la route. Au fond, le système est un peu le même, mais il a pour conséquence d'irriter fortement les Français. Et puis **on s'y fait...** Et les plus indisciplinés des Gaulois finissent par avoir un comportement citoyen et responsable.

Quel est le résultat en Chine ? Quelques millions de Chinois auraient ainsi déjà été privés d'acheter des billets d'avion ou de train.

Quand on sait que les voyageurs SNCF sans billet sont en augmentation régulière, on se pose la question : comment discipliner les Français ? Le récent comportement de Jean-Luc Mélenchon pendant la perquisition chez lui en dit long sur l'état d'esprit d'une partie significative de la population française : "insoumise", comprenez "délinquante".

Pour ma part, je crois qu'**un système de "crédit social" instauré en France aurait beaucoup de vertus**. Il faut bien évidemment soigneusement en étudier les termes, mais le principe est bon. Pour moi, les Français sont gavés de la perception de leurs droits individuels, mais rebelles au rappel de ce qui pourrait être leurs devoirs. La fraude est le plus pratiqué de nos sports nationaux, et les Français en sont fiers.

Le numérique arrive et change la donne : il va permettre aussi de discipliner les citoyens. C'est une bonne nouvelle.

Philippe Tixier

Commentaires

Big brother chinois. Cela me semble effrayant. Une immense différence entre le permis à point et le crédit social chinois est l'universalité de la surveillance et la globalité de la sanction. Un exemple, la fraude fiscale qui détruit nos collectivités : Que dirions-nous si une fraude nous privait du droit de conduire, ou de notre retraite ? (c'est aussi la Chine qui a inventé la mort sociale pour les "seconds enfants", à l'époque de l'enfant unique: privés de carte d'identité, de sécurité sociale, d'éducation...).

Jérôme Cazes

Je fais partie des "choqués" pour ne pas dire davantage. Nous sommes déjà sous l'emprise de "big brother" quant à la captation de nos données personnelles par des organismes à but lucratif. Nous n'en avons d'ailleurs pas encore mesuré toutes les implications (lorsque les assureurs s'en empareront par exemple pour "ajuster" nos polices). Là, ce sont nos faits et gestes qui seraient scrutés en permanence pour établir ce "crédit social". Avant qu'un régime encore plus autoritaire (et on commence à en voir fleurir de nouveaux

ici et là, y compris en Europe) n'en fasse un usage de plus en plus coercitif. Contrairement à nombre de gens qui jurent haut et fort qu'ils n'ont "rien à cacher", je trouve, moi, que j'ai beaucoup de choses à cacher : toute ce qui fonde ma liberté (de penser, d'agir, y compris en assumant de désobéir à la loi à mes risques et périls).

Bernard Bougel

Le contrôle social sera généralisé et massif. Avant le crédit social, il y a le contrôle social qui est de toutes les époques parce qu'il n'y a pas de société viable sans la domestication des pratiques individuelles. La modernité du consumérisme l'a fait reculer mais à l'échelle de l'histoire c'est une période très courte. Il faut lire l'excellent **La France d'hier** du sociologue Jean-Pierre Le Goff pour se remémorer le niveau de contrôle sur les individus jusqu'à la fin des années 50. Depuis les pratiques individuelles et libres ont foisonné pour notre bonheur et notre malheur tant les externalités négatives sont nombreuses. Il est illusoire de penser que le monde qui nous attend (en 2050 : 9 milliards d'habitants avec un niveau de consommation comparable à celui d'aujourd'hui) laissera notre latitude individuelle intacte. Le contrôle / crédit social sera généralisé et massif. L'enjeu est davantage de fabriquer nos propres normes et règles et de les rendre supportables. L'article de Philippe est provocateur à juste titre : l'enfer c'est de se voir imposer le contrôle social des autres.

Philippe Bois

Commémorer à l'heure des réseaux sociaux

Dix des douze membres du Haut Comité aux Commémorations Nationales ont présenté leur démission à la ministre de la Culture pour protester contre le retrait de Charles Maurras du Livre des commémorations de l'année 2018 (la naissance du théoricien du *nationalisme intégral* en 1868). Ils affirment ne pas pouvoir travailler avec *la menace permanente de la censure ou de l'autocensure*. **Commémoration ou célébration, la clarification**

faite en 2011 pour le cinquantenaire de la mort de Louis-Ferdinand Céline n'aura pas duré longtemps. A l'heure des réseaux sociaux c'était prévisible !

La décision de Françoise Nyssen n'est pas une censure qui nécessite une position forte et un vrai courage, elle semble plutôt un clic photoshop pour retoucher l'excès de sens et lisser la parole de



pouvoirs publics qui s'effraient du premier tweet venu. *La faiblesse politique de la démocratie est une constante* disait Michel Rocard. A l'ère digitale elle s'aggrave : un gouvernement prisonnier de sa position électorale et d'une po-

larisation accrue de l'opinion n'a ni les moyens ni l'envie de résister aux vagues d'émotion qui se succèdent.

La ministre de la Culture envisage d'abdiquer sa responsabilité politique et évoque l'Institut pour être l'autorité responsable des commémorations. Savoureux clin d'œil pour cet académicien dont la condamnation, en 1945, par la Haute Cour de justice à la réclusion à perpétuité et à la dégradation nationale fut suivie d'une demi-mesure : l'Académie ne radia pas comme elle le fit pour d'autres, son fauteuil fut déclaré vacant jusqu'à sa mort.

Maurras était l'ennemi de la République, virulent et odieusement xénophobe, mais sa place dans le débat public fut tout sauf anecdotique. De Gaulle était lecteur de Maurras et de *l'Action française*, comme beaucoup de sa génération. Les assainissements successifs obtenus à coup de tweets aboutissent à une édulcoration de la profondeur —la tragédie— du cycle d'hyper-violence des deux guerres mondiales. On veut oublier que l'histoire est tragique et l'homme encore davantage. On se prive de s'interroger sur une contradiction dramatiquement humaine : de la violence guerrière et du fumier de la collaboration sont sortis parmi les plus grands écrivains du 20^e siècle. Céline, Chardonne —déjà l'objet de tweets préventifs— ou encore Rebatet. Aucune chance d'une quelconque commémoration pour ce dernier, il est au purgatoire —j'ai person-

nellement été chassé d'une librairie pour l'avoir demandé. Pour autant *les Deux étendards* sont un très grand roman de la littérature française. François Mitterrand fit sa propre synthèse de cette complexité, on en pense ce qu'on veut. Des *Il* disait distinguer ceux qui l'avaient lu et les autres; sans doute jugeait-il la capacité à admettre **l'obscurité de l'histoire et des hommes qui la font.**

La commémoration affirme une visée pédagogique. Point de pédagogie sans une volonté immuable de lucidité. **Refuser d'affronter Maurras, et d'autres avec lui, c'est refuser d'affronter une caractéristique intrinsèque de la vie des peuples et des nations : la pluralité dans ce qu'elle a de détestable.**

A l'heure où la mondialisation brasse les peuples et provoque de multiples frottements, l'idée est contre-intuitive : ne lisons pas les aspérités ! **Dans cette ère nouvelle, vivre harmonieusement signifie affirmer une forte identité, l'eau tiède n'apportera rien de bon. Les difficultés liées à la pluralité historique ont la même utilité que celles liées à la pluralité culturelle : elles nous obligent à interroger ce que nous fûmes et ce que nous voulons être.**

Philippe Bois

Commentaire

La décision du « Haut Comité » était-elle choquante ? Oui. Dans mon esprit (et dans l'esprit de beaucoup), commémoration nationale est très proche d'hommage national. L'idée d'un hommage national à Charles Maurras me hérisse et en hérisse beaucoup.

L'inversion de cette décision est-elle une censure ? Non, car ce Haut Comité aux Commémorations Nationales n'a d'autre légitimité que celle que lui donne le ministre qui l'a nommé : ce n'est ni le Comité Nobel, ni l'Académie Française. Ce qu'un ministre a fait, un ministre le défait, et en porte les conséquences politiques. Faut-il un comité « indépendant » sur cette question ? Il me semble que non, et que seule une autorité politique peut donner son onction à une commémoration nationale. Au-delà, tout à fait d'accord sur le refus de gommer les aspérités et l'idée d'affronter Maurras. Mais le mettre sur la liste des grands hommes de la Nation n'est pas la bonne méthode.

Jérôme Cazes

